



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale des affaires culturelles**

**Pôle Patrimoines, Architecture et Espaces Protégés**  
Conservation régionale des monuments historiques

## **PLAN DE SÉCURITÉ DES CATHÉDRALES**

### **MARCHE PUBLIC DE SERVICES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

#### **Élaboration d'un audit de sécurité incendie, de secours et de sûreté de la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de LUCON (Vendée)**

*Destiné à l'élaboration des diagnostics de sécurité incendie et secours et de sûreté de la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de LUCON (Vendée); état des lieux et propositions de plan d'action (schéma directeur) pour améliorer les dispositions constatées.*

## ARTICLE 1- Préambule

L'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris en 2019 a incité le Ministère de la Culture, propriétaire et responsable de la sécurité des cathédrales, à s'interroger sur le niveau de sécurité et de sauvegarde des édifices du territoire relevant du même régime; ainsi que sur les moyens de l'améliorer.

Conscient des démarches et investissements déjà consentis dans ce sens, il souhaite néanmoins, dans le cadre des dispositions réglementaires en cours et avec les adaptations nécessaires, atteindre le seuil maximal de capacité de réponse collective à ce type de situation.

Le Ministère de la Culture demande à ses services déconcentrés (DRAC) d'engager les moyens nécessaires à atteindre cet objectif.

L'incendie de la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul de Nantes en juillet 2020, d'origine criminelle, a également amené la DRAC des Pays de la Loire à s'interroger sur la sûreté de l'édifice.

Le présent marché propose, sous forme d'un audit, de décliner et d'adapter à la cathédrale de Luçon les constats et les dispositions présentés dans le plan d'action « sécurité cathédrales » diffusé en novembre 2021 et mis à jour en mai 2023 par les services de la Direction Générale des Patrimoines du Ministère de la Culture.

Pour élaborer le document attendu, il conviendra d'associer les principaux acteurs de la sécurité des cathédrales : architecte des Bâtiments de France (conservateur du monument et responsable unique de sécurité), Conservation régionale des Monuments historiques (CRMH), architecte en chef des Monuments historiques (ACMH), commission de sécurité dont le SDIS, clergé affectataire.

Les enjeux et la complexité du sujet appellent en effet une sensibilisation, une démarche, et un suivi local et collectif.

L'état des lieux et les dispositions proposées par la présente étude seront, après validation, la base et le fil conducteur des actions (établissement de documents, formations), des missions de maîtrise d'œuvre et des programmes de travaux qui matérialiseront l'intention annoncée.

Les actions et interventions nécessaires seront rassemblées dans un document, dit schéma directeur. Le contenu des prestations à assurer et à produire dans le cadre du présent marché d'étude est défini dans le présent cahier des charges, valant CCATP.

## ARTICLE 2- Objet du marché

Le diagnostic demandé concerne la **cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Luçon**, édifice à la fois cultuel et culturel, classé au titre des Monuments historiques. La cathédrale appartient à l'État et le Ministère de la Culture en assure la maîtrise d'ouvrage, au travers de la DRAC des Pays de la Loire.

## ARTICLE 3 – Textes de références

- code de la construction et de l'habitation (CCH) et notamment les articles R 123-15 et 16 précisant les dispositions pour les établissements recevant du public (ERP) relevant de personnes de droit public ;
- code de la sécurité intérieure et notamment l'article R 741-8 relatif aux dispositions générales du dispositif opérationnel ORSEC départemental dans le domaine du Patrimoine Culturel ;
- loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
- décret 2017-1044 en date du 10 mai 2017 portant expérimentation en matière de construction

- arrêté du 15/09/06 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP relevant du MC :

- arrêté interministériel (Min INT/MC) désignant les personnes (fonctionnaires ou agents spécialement désignés) chargées de l'application des dispositions destinées à garantir la sécurité contre les risques d'incendie et de panique durant les différentes phases : construction, ouverture au public et exploitation des locaux ;

- l'ABF, conservateur du Monument historique, est désigné référent unique de sécurité (RUS) auprès des autorités publiques tant pour l'ensemble des exploitations (plusieurs affectataires ou exploitants) que pour chacune d'entre elles.

- Chaque exploitant peut désigner une personne chargée de la sécurité ;

- Il détaille les actions à réaliser par la personne responsable de l'exploitation. Celle-ci doit notamment définir en liaison avec les services compétents (SDIS notamment) des mesures de sauvegarde pour la protection du patrimoine (plan de sauvegarde des biens culturels) ;

- deux ou plusieurs établissements du MC occupant un même site et non isolés entre eux forment un groupement d'exploitations placé sous la responsabilité d'un RUS

- arrêté du 17/11/09 relatif aux missions et à l'organisation de la DGP : création de la MISSA ayant une mission de conseil et d'assistance sur l'application des normes notamment dans le domaine de la sécurité incendie.

- circulaire (DAPA) du 4/01/2005 relative aux responsabilités en matière de conservation et de sécurité des MH appartenant à l'État et affectés au MC :

- l'ABF doit élaborer un règlement interne de sécurité de la cathédrale (RISC) comportant notamment le cahier des charges d'exploitation (événements culturels à caractère occasionnel), la procédure pour les événements à caractère exceptionnel, le registre de sécurité et, le cas échéant, un schéma directeur pluriannuel d'amélioration de la sécurité incendie de l'édifice.

- circulaire interministérielle (Min INT/MCC) du 21/04/2008 relative à l'utilisation des édifices de culte appartenant à l'État à des fins non cultuelles :

- sous l'autorité de l'ABF, celui qui utilise l'édifice à des fins non cultuelles est considéré comme responsable de la sécurité pour l'activité qu'il y organise ou exploite.

- circulaire interministérielle du 30/12/2008 relative à la prévention des intoxications collectives au monoxyde de carbone (CO) dans les lieux de spectacle et de culte :

- mesures de prévention portant sur l'entretien des appareils de chauffage, le maintien des dispositifs de ventilation, les durées d'utilisation des appareils et l'installation de détecteurs CO (préconisation si utilisation de panneaux radiants ou appareils à combustion).

- circulaire (DGP) du 15/04/2011 relative aux responsabilités en matière de conservation et de sécurité des MH (relevant du MC) en cas d'organisation de spectacles pyrotechniques et de feux d'artifices :

- interdiction de tirer des feux d'artifices à partir des bâtiments ;

- interdiction de mettre en place des fontaines pyrotechniques sur les bâtiments et de procéder à des embrasements de façade ;
  - s'assurer pour les tirs à proximité des MH qu'aucun débris incandescent ne puisse retomber sur l'édifice.
- circulaire du Ministère de l'Intérieur du 29/07/2011 relative aux édifices du culte :  
Propriété, construction, réparation et entretien, règles d'urbanisme et fiscalité.  
Ce document fait mention de l'intérêt à constituer un RISC de manière à clarifier les responsabilités des parties en cas de sinistre.
  - Circulaire du MC en date du 25/11/2011 relative à la nomination des ABF en tant que conservateur d'une cathédrale (décision du préfet de région).
  - Circulaire du MC en date du 24/04/17 relative à la désignation des DRAC/adjoint comme référent sécurité-sûreté et modalités de collaboration entre les différents acteurs de la sûreté et de la sécurité.
  - Note du DGP en date du 10/06/16 relative au plan de sauvegarde des biens culturels
  - Note du ministère de l'Intérieur en date du 10/05/19 relative à la protection du patrimoine culturel contre le risque incendie.
  - Guides, brochures réalisés par la mission sécurité téléchargeables sur le site intranet Sémaphore (ressources métiers/sécurité et sûreté des ERP/guides de sécurité incendie) et la plupart sont accessibles sur le site du ministère de la Culture Sécurité-Sûreté :
    - le règlement interne de sécurité de la cathédrale (RISC) ;
    - le guide pour l'organisation des manifestations exceptionnelles

**Textes et documents accessibles sur le site du ministère de la Culture :**

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Monuments-Sites/Ressources/Les-essentiels/Plan-d-actions-Securite-des-cathedrales-mai-2023>

<https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Monuments-Sites/Monuments-historiques-sites-patrimoniaux/Les-monuments-historiques/Les-cathedrales>

**ARTICLE 4- Objectifs du marché**

Le diagnostic présente et évalue la situation de l'établissement au regard des obligations réglementaires et des objectifs complémentaires du Ministère de la Culture en termes de sécurité incendie, de sauvegarde des biens et des personnes et de sûreté. Il décrit, à l'appui des documents et cadres de synthèse fournis par le Ministère de la Culture ( Plan d'action 11/2019 « sécurité cathédrales » mis à jour en 05/2023) les interventions nécessaires aux objectifs assignés. L'audit (état des lieux et propositions d'actions) sera réalisé conformément aux lois et textes en vigueur au moment de son élaboration.

## A - État des lieux

1) A la suite de visites et de la prise de connaissance des lieux et des dispositifs en place ; entretiens obligatoires et réunions avec les acteurs locaux de la sécurité de l'édifice : ABF-RUS, conservateurs des Monuments historiques et ingénieurs du patrimoine (CRMH), ACMH, clergé affectataire, représentant de la commission de sécurité (SDIS). Ces réunions feront l'objet de rapports d'entretien.

2) La situation de la cathédrale au regard des neuf axes suivants (déclinant les points du plan d'action) :

1. Risques de départ de feu.
2. Risques de développement et de propagation d'un sinistre.
3. Possibilités d'action des sapeurs-pompiers.
4. Relations régulières avec les services de secours.
5. Encadrement des conditions d'exploitation des différentes activités de l'édifice.
6. Possibilité de réduction des conséquences d'un sinistre.
7. Niveau de formation des acteurs de la sécurité du monument.
8. Disponibilité des outils de gestion et de mesures organisationnelles formulées dans le tableau du document « plan d'action »
9. Définition des rôles et responsabilités de chaque acteur

Il devra être présenté sous forme de fiches « état » et fiches « actions » afin de lui conférer un caractère synthétique, uniforme, accessible et modifiable (mise à jour à assurer par le RUS).

S'agissant de la sûreté, le rapport devra faire état de l'état actuel du dispositif et proposer des solutions visant à mieux prévenir l'intrusion. Une salle du trésor (située dans une chapelle à l'entrée nord-ouest de l'édifice) verra le jour à l'horizon 2027. Le rapport devra anticiper l'arrivée de ce nouvel équipement qui posera de nouvelles questions en termes de sûreté.

## B - Propositions (programme d'actions) Schéma directeur

Seront formulées des propositions visant à répondre aux constats établis dans l'état des lieux, en les hiérarchisant, en référence aux 3 niveaux de sécurité :

- . Seuil réglementaire.
- . Niveau de référence.
- . Niveau haut.

Une amélioration adaptée, progressive et acceptable du niveau de sécurité et de sûreté des personnes et des biens, fera l'objet, à partir de ces propositions validées, de programmations, pluriannuelles si nécessaire, de travaux ou d'actions à conduire par l'ABF, conservateur de l'édifice, et/ou d'études complémentaires ou APS directs confiés à l'ACMH territorialement compétent.

Certains points feront l'objet de simples rappels et recommandations.

Sur la base de ces documents et en préalable à tous travaux, des dossiers de sécurité seront déposés auprès des maires concernés pour avis des commissions de sécurité compétentes.

## ARTICLE 5 - Rapport

Un rapport final, accompagné d'une synthèse, fera l'objet d'une restitution à l'occasion d'une présentation finale.

Le travail sera fourni sous forme papier en quatre exemplaires (4).

## ARTICLE 6 – Délais de réalisation de l'étude

L'étude commencera au premier semestre **2025** et s'achèvera trois mois plus tard.

## ARTICLE 7 - Modalités de règlement des comptes

Le paiement se fera sur demandes d'acompte déposées sur CHORUS PRO

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de dépôt des demandes de paiement sous forme dématérialisée sur la plate-forme des paiements de l'État CHORUS-PRO - <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/accueilConnecte?execution=e5s1>

Les intérêts moratoires seront légalement dus selon le taux et la législation en vigueur.  
Le règlement des dépenses se fera par virement via CHORUS-PRO.

## ARTICLE 8 - Modalités d'actualisation des prix

Le prix du présent marché est réputé ferme.

## ARTICLE 9 - Représentants de l'acheteur public

- . La Directrice Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire, Mme Anne GERARD
- . La Conservatrice Régionale des Monuments Historiques, Mme Valérie GAUDARD

## ARTICLE 10 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont :

- L'Acte d'engagement et ses annexes.
- Le présent cahier des charges CCATP et son annexe :« Plan d'action sécurité cathédrales » 05/2023

## ARTICLE 11 - Sous-traitance et collaborateurs non-salariés

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles et ainsi des références en rapport avec l'objet de l'étude.
- A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire du contrat est tenu de communiquer le ou les sous-traitant(s) au représentant de l'acheteur.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du contrat dont il est chargé, il est précisé que le représentant de l'acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une

caution au bénéfice de son sous-traitant.

Dans le cas où l'exécution du présent contrat nécessite le recours à un ou plusieurs collaborateur(s) non salarié(s), ce(s) dernier(s) disposeront d'un contrat de collaboration libérale, établi conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi 2005-882 du 2 août 2005, modifié par l'article 17 de la loi n° 2014-873 du 04 août 2014.

#### **ARTICLE 12 - Secret professionnel et propriété des documents**

Le titulaire est tenu à la confidentialité vis-à-vis de tous les renseignements qui lui seront communiqués dans le cadre de ses interventions et des résultats obtenus. Il s'engage à ne diffuser aucune information sans l'accord préalable express de l'acheteur ou de son représentant habilité.

L'accord de l'acheteur est requis pour toute communication publique portant sur l'opération concernée.

Régime des résultats : conformément à l'article 35 du CCAG-PI

Le titulaire s'engage à citer les sources des études, recherches et documents qu'il pourrait être conduit à utiliser pour la réalisation de sa mission.

#### **ARTICLE 13 - Achèvement de la mission**

Réception conformément aux articles 33.1 à 33.5 du CCAG-PI

#### **ARTICLE 14 - Résiliation du marché**

Conformément au chapitre 6 : Résiliation – articles 35 à 39  
du CCAG-PI

#### **ARTICLE 15 - Langue**

Tous les documents relatifs au présent marché d'étude seront rédigés en français.

